



IRSC – CARSOC

Projet PPRN – Politiques Publiques de Reconstruction Nationale

Organiser l'action civile pour transformer le champ politique

AGENDA D'UN CHOC SYSTÉMIQUE POUR REDEMARRER LA R.D. CONGO

**Proposition par la société civile congolaise d'un programme de
gouvernement après les élections de 2023**

Notes sur l'élaboration de l'agenda

Version électronique sur www.changecongorc.org

= Octobre 2023 =

Contenu

Introduction	3
Pourquoi l'urgence d'un choc systémique en R.D. Congo?	4
Pistes de réflexion pour l'élaboration de l'agenda d'un choc systémique en R.D. Congo	6
Conclusion	9
Présentation IRSC – CARSOC – Projet PPRN	10

CONTACT

Tél & whatsapp :	+1 514 970 8392	+243 843 135 085
Courriel :	irsc.ong@gmail.com	carsocasbl@yahoo.com
	www.changecongordc.org	www.changecongo.org

INTRODUCTION

1. En date du 10 mai 2023, le Projet MCCP – Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique Congolaise avait publié son deuxième appel intitulé « Appel à l’union des forces vives du changement pour créer grâce aux élections de 2023 les conditions d’un choc systémique en R.D. Congo » (www.changecongo.org). Dans cet appel à l’union, il est esquissé quelques lignes générales de l’agenda pour un tel choc systémique, avec promesse qu’une équipe d’experts devra élaborer de manière approfondie son contenu.
2. Ce travail est désormais piloté par l’Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise/Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l’État en R.D. Congo - IRSC/GREPACEC – (www.changecongordc.org) et le Centre d’Appui pour le Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo (CARSOC) en appui aux activités du Programme Élections R.D. Congo - 2023 de la société civile congolaise mise en œuvre conjointement depuis juin 2022 (voir les deux sites internet).
3. À ce titre, il s’agit d’une proposition indépendante venant de la société civile, qui propose une plateforme électorale et un programme de gouvernement dont l’ambition est d’induire un choc systémique pour redémarrer le Congo. Le parti politique ou le candidat qui s’en appropriera sera outillé à répondre de façon adéquate et concrète aux questions des électeurs sur son programme de gouvernement; il pourra également les séduire de par l’originalité et la pertinence de ce programme. Par la suite, n’importe quel vainqueur des élections à venir pourra s’en inspirer pour gouverner au bénéfice de la nation et du peuple congolais.
4. Dans la plupart des cas, les partis politiques congolais et les candidats aux élections ne disposent guère de véritables programmes de gouvernement détaillant des actions concrètes à mettre en œuvre s’ils gagnent les élections. Leurs livrets de programme se résument souvent en une énumération de grandes propositions ou grands objectifs théoriques dans différents domaines de la vie nationale. Cet agenda vise entre autres à combler ce déficit.
5. Ce document présente le chantier ainsi lancé d’élaboration de l’agenda du choc systémique pour la RDC. Il comprend deux parties. La première partie rappelle les raisons de l’urgence d’un choc systémique en RDC. La seconde partie expose les pistes de réflexion pour l’élaboration de l’agenda du choc systémique.
6. Une première ébauche de l’agenda du choc systémique pour la RDC est pourrait être disponible avant fin novembre 2023. Le travail d’élaboration approfondie du document final se poursuivra jusqu’en mi-janvier 2024, en prévision du début de la nouvelle législature à la fin de janvier 2024.

1. POURQUOI L'URGENCE D'UN CHOC SYSTÉMIQUE EN R.D. CONGO?

7. En RDC, les institutions dont les organisations, les règles et normes, les croyances ainsi que les pratiques des acteurs qu'elles génèrent (synergétiquement), dans les domaines aussi bien publics que privés, se dégradent constamment en termes d'efficacité, d'efficience, de pertinence et de qualité. En outre, toute tentative d'y apporter des correctifs est tout aussi constamment et rapidement mise en échec par des dynamiques systémiques qui y ont durablement pris court.
8. Du point de vue historique et comparative, le constat est amer. Sur le plan historique, sans prétention de désigner un moment précis de son avènement, l'observation des cinquante dernières années démontre à suffisance une trajectoire dégradante de ces institutions et des pratiques d'acteurs subséquentes, d'un côté, et de leurs conséquences sur les plans politique, économique et social, de l'autre côté.
9. Pour sa part, l'observation comparative indique combien la trajectoire institutionnelle, comportementale et développementale en RDC a divergé (négativement) de celle de bien d'autres sociétés ou pays, dont par exemple ceux de la sous-région d'Afrique centrale et orientale. Bien des réalités indiquant la médiocrité dans la gouvernance publique ou dans les comportements humains (individuels ou collectifs) qui ont cours normale et sont répandues dans la société congolaise contemporaine sont rarement observables dans ces autres pays.
10. Cette réalité n'échappe plus d'ailleurs à personne, particulièrement en RDC où autant le citoyen lambda que des observateurs avertis constatent les manifestations de ces dégradations, échecs d'apporter des correctifs et conséquences sur leurs vécus quotidiens. Il n'est pas non plus erroné de noter que le Congo et les congolais soient devenus la risée du monde de par ces faits.
11. Il sied donc de faire le constat que la RDC se trouve actuellement piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace, construite à travers le temps par effets cumulatifs des institutions et pratiques de mal gouvernance mises en œuvre par ses élites politiques successives, qui s'auto-renforce dans la production d'un système d'opportunités et de contraintes qui obligent ses acteurs à sélectionner majoritairement des comportements de promotion de leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Pour pérenniser leurs privilèges, ces acteurs travaillent ardemment à maintenir ce système. En parallèle, une grande partie des élites en dehors de ce système de prédation recherchent par tous les moyens à s'y intégrer.
12. Pour ce qui est des comportements au sein de la population, en générale la situation n'est guère reluisante, de telle sorte que l'adage qui veut qu'un peuple n'ait que des dirigeants qu'il mérite pourrait bien s'y appliquer. En effet, l'inefficience de la trajectoire institutionnelle susmentionnée a également réussi à imposer à plusieurs au sein de la population des comportements prédateurs, le délitement moral et la normalisation des faits de médiocrité décriés chez les politiciens. Ainsi, par exemple, la croyance répandue selon laquelle « celui qui suit la loi est l'idiot » indique bien comment ces éléments, formant désormais un système institutionnalisé, ont réussi à contraindre des simples citoyens à se comporter en prédateur, chacun dans sa parcelle de pouvoir, envers

ses concitoyens et les institutions de l'État (généralisation et normalisation de la petite corruption). Ce qui explique en partie la légendaire « capacité d'adaptation » des congolais face à la misère et, consécutivement, la difficulté de mobilisation collective dans des actions revendicatives pour défendre l'intérêt général vis-à-vis des gouvernants prédateurs : un nombre important d'acteurs mineurs disséminés dans les couches sociales respectives étant à la fois piégés et satisfaits par la petite corruption. Ce faisant, les populations et la société civile congolaise sont devenues également des acteurs, passifs ou actifs, de reproduction du système prédation.

13. Il n'est point un secret que les acteurs opérant dans des systèmes de prédation sont tous des prisonniers, contraints par ceux-ci d'adopter des comportements qui s'y conforment. En tant que tel, ils ne peuvent pas le changer eux-mêmes mais plutôt chercher à le perpétuer dans la mesure où leurs intérêts individuels sont bien servis.
14. Aussi, pour changer le système de prédation au Congo, il faut lui administrer un choc systémique qui soit capable de « court-circuiter » les mécanismes importants qui le maintiennent en place et redémarrer par la suite de nouveaux processus sur le plan socio-culturel, économique, politico-institutionnel, juridico-judiciaire, etc. À défaut, le système prendra le dessus et conduira à l'échec de tout programme gouvernemental qui ne tiendra pas compte de cet impératif.
15. Dans cette perspective, la logique d'élaboration de l'agenda du choc systémique pour la RDC est d'identifier des actions gouvernementales à impact systémique ou sous-système dans différents domaines de la vie nationale et de proposer des stratégies adéquates pour leur mise en œuvre.

2. PISTES DE RÉFLEXION POUR L'ÉLABORATION DE L'AGENDA D'UN CHOC SYSTÉMIQUE EN R.D. CONGO

16. La réflexion à engager sur les actions et les stratégies de leur mise en œuvre pour induire un choc systémique en RDC devra couvrir plusieurs domaines de la vie nationale. Toutefois, quelques actions seulement sont susceptibles d'avoir un impact systémique, ce qui suggère d'agir au niveau des sous-systèmes pour induire à terme un choc systémique par effets de synergie.
17. Ci-dessous se trouvent reprises les grandes pistes de réflexion pour l'élaboration de l'agenda du choc systémique. L'idée n'est pas de proposer des actions et stratégies qui vont chambouler la société sous forme de « bing bang », quoi que cela pourrait être suggéré dans certains cas spécifiques. Il s'agira plutôt d'identifier dans chacun des domaines ciblés de la vie nationale des nœuds (gardiens) sur lesquels agir pour créer des effets d'entraînements immédiats et/ou dans la durée qui transformeront durablement le visage et la trajectoire du domaine.

2.1. ACTIONS À IMPACTS SYSTÉMIQUES

18. Les trois actions ci-dessous sont identifiées comment pouvant chacune impacter systématiquement la R.D.C. :

2.1.1. Changer l'homme politique congolais

19. L'homme politique congolais est l'acteur principal dont les comportements dans l'exercice des pouvoirs publics a entraîné et entraîne encore aujourd'hui le pays dans une trajectoire institutionnelle inefficace. Changer les acteurs-prisonniers d'un système institutionnalisé par des acteurs non seulement nouveaux mais surtout de qualité améliorée, d'un côté, et/ou changer les comportements des mêmes acteurs, telles sont les deux alternatives pour changer l'homme politique congolais. Comment réaliser l'un et/ou l'autre dans le contexte congolais?
20. Dans l'histoire des nations à travers le monde, seules des révolutions ou des coups d'état ont montré leur efficacité dans le changement des acteurs du système. Par contre, le changement des comportements de ces derniers s'avère être un processus lent et fastidieux.
21. C'est dans ce sens qu'il faut espérer la réussite d'une révolution démocratique dans le cadre des élections à venir. Les conditions de possibilité de réalisation de cette révolution font actuellement l'objet de différentes initiatives et discussions entre certains leaders politiques et civils. C'est aussi dans cette perspective que le Projet MCCP met en œuvre le « Programme d'Éducation Électorale Intensive (PEEI) en vue des élections de 2023 » (documents sur les sites internet).

22. Hormis cette première action qui se situe en amont de l'accès au pouvoir des gouvernants et qui de ce fait échappe à l'action gouvernementale, toutes les actions qui suivent (à impact systémique ou sous-systémique) sont susceptibles d'être intégrées dans un programme de gouvernement.

2.1.2. Combattre efficacement la corruption politique

23. La corruption politique institutionnalisée comme celle pratiquée en RDC représente l'équilibre des jeux (comportements) des acteurs du système de prédation dont ils en deviennent des prisonniers-bénéficiaires. Dans ces conditions d'équilibre, les risques sont minimisés, voir nuls pour les participants; ce qui les pousse à perpétuer la prédation et y attire des élites en dehors du système. Rompre cet équilibre au point de rendre ces jeux plus risqués pour les acteurs est le seul moyen de les pousser à réviser leurs modèles mentaux et, à terme, à faire s'écrouler le système de prédation.

24. La lutte contre la corruption institutionnalisée s'apparente à une entreprise de changement institutionnel. Celui-ci peut s'opérer de manière exogène ou endogène ou par une combinaison des deux.

25. Partant de ces prémisses, l'agenda proposera des actions et stratégies concrètes qui s'inspirent autant de la science que des expériences en la matière à travers le monde.

2.1.3. Rétablir l'autorité de l'État

26. La faillite totale de l'État congolais et de son autorité constitue une des manifestations et conséquences notoires de la trajectoire institutionnelle inefficace dans laquelle se trouve piégé le pays. Cette faillite s'aggrave en outre chaque jour comme produit à la fois des actions de pillage systématique de l'État par ses acteurs, mais aussi de leurs actions délibérées de sabotage pour continuer leurs pillages. Ainsi, force est de constater que l'autorité de l'État est difficile à trouver là où on aurait pu l'espérer dans beaucoup des cas où l'intérêt général est engagé, donnant l'impression que le pays fonctionne sur pilote automatique.

27. L'État est l'unique acteur dans toutes les nations dont les décisions et les actions peuvent avoir une portée systémique, c'est-à-dire capables de réingénierie sociétale. Rétablir son autorité est une condition sine qua non de cette capacité. À ce stade, le sujet n'est pas toutefois celui de la construction de l'État qui est une entreprise multifacette et qui s'inscrit dans la durée. Ce sujet sera abordé dans les actions à impacts sous-systémiques (sous-système politique). Pour l'instant, il s'agit de répondre à la question suivante : considérant les réalités structurelles, organiques et fonctionnelles de l'État congolais dont la transformation ne pourra qu'être progressive, comment déjà restaurer l'autorité de l'État en amont de ce processus ou, à la limite, en parallèle de ce dernier?

28. Des experts se pencheront de manière rigoureuse sur la question.

2.2. ACTIONS À IMPACTS SOUS-SYSTÉMIQUES

29. L'agenda va traiter des actions et stratégies transformatrices visant trois sous-systèmes : politique, économique et socio-culturel.

2.2.1. SOUS-SYSTÈME POLITIQUE

30. Dans le sous-système politique, l'agenda traitera des actions et stratégies pertinentes pour transformer durablement et positivement les domaines ci-après :

- a. Démocratie
- b. Gouvernance
- c. Administration publique
- d. Justice
- e. Sécurité nationale
- f. Conflits et Paix.

2.2.2. SOUS-SYSTÈME ÉCONOMIQUE

31. Dans le sous-système économique, l'agenda se penchera sur la transformation durable et positive des domaines suivants :

- a. Monnaie
- b. Finances publiques
- c. Crédit
- d. Coût de la vie
- e. Emplois
- f. Production
- g. Commerce
- h. Infrastructures.

2.2.3. SOUS-SYSTÈME SOCIO-CULTUREL

32. Les trois domaines essentiels qui vont retenir l'attention dans le sous-système socio-culturel sont :

- a. Éducation
- b. Éthique et mœurs
- c. Santé.

CONCLUSION

33. Ces notes sur le chantier d'élaboration de l'agenda d'un choc systémique pour la RDC en ont présenté l'ambition et les contenus projetés. Des actions et stratégies seront proposées dans différents domaines de la vie nationale pour leur transformation durable et positive dans une perspective systémique ou sous-système.
34. Le chantier d'élaboration de cet agenda appelle la conjonction des ressources variées. Différents experts (congolais, amoureux du Congo et autres) sont déjà sollicités à prendre part à ce projet passionnant et un effort de mobilisation des ressources pour ce travail est en cours. Invitation est ainsi lancée à toute personne ou entité intéressée par le projet à se manifester.
35. Des propositions d'enrichissement du travail d'élaboration de cet agenda sont également les bienvenues.

IRSC – INSTITUT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIÉTÉ CONGOLAISE

L'**Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC)** est le nouveau nom « usuel » du Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC), une Organisation Non Gouvernementale à but non-lucratif créée par des intellectuels congolais et enregistrée au Canada. Il s'agit d'un Think Tank consacré aux études et interventions en vue de la **réingénierie de la société congolaise**. L'institut offre une plateforme aux élites congolaises et « congophiles » pour « **penser et construire les changements en R.D. Congo** » en vue de sa reconstruction politique, économique, sociale et culturelle.

CARSOC – CENTRE D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA BONNE GOUVERNANCE EN R.D. CONGO

Le CARSOC est une organisation non-gouvernementale créée par quelques universitaires et personnalités en RDC dont les recherches ou les actions portent sur la promotion du rôle de la société civile dans la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il est enregistré et a son siège est en RDC.

COMPOSANTES ET ACTIVITES DE IRSC ET CARSOC

Les projets d'interventions dans la société

Pour les projets d'interventions sur terrain en R.D. Congo, l'IRSC/GREPACCEC travaille en partenariat étroit avec le CARSOC.

Projet PPRN - Politiques Publiques pour la Reconstruction Nationale

- Formuler des politiques publiques économiques, sociales et institutionnelles générales et sectorielles efficaces et cohérentes avec les besoins de reconstruction du pays à court, moyen et long terme; au niveau national, provincial et local.
- Faire le plaidoyer pour l'adoption de ces politiques par les partis politiques et les gouvernants nationaux, provinciaux et locaux.
- Apporter l'expertise requise aux gouvernants au niveau national, provincial et local dans la mise en œuvre de ces politiques.
- Conquérir l'adhésion de la communauté nationale et des institutions d'appui au niveau international aux différentes politiques publiques proposées pour faciliter leur mise en œuvre.

Projet MRSC - Mouvement pour la Reconstruction de la Société Civile Congolaise

- Sensibiliser et former les groupes et les masses populaires en matière de reconnaissance des dérives, de hausse de leurs exigences et de formulation des demandes vis-à-vis des élus et autres acteurs socio-politiques.
- Sensibiliser et former les groupes et les masses populaires sur le rôle et les moyens d'action de la société civile dans l'espace public.
- Sensibiliser et former les groupes et les masses populaires sur les questions de la bonne gouvernance et de la démocratie.
- Former les masses populaires et les groupes sociaux en matière d'auto-organisation et de développement organisationnel.

Projet MCCP - Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique Congolaise

- Sensibiliser les acteurs sociaux et la population sur l'idéal et la nécessité du renouvellement de la classe politique congolaise.
- Proposer aux forces démocratiques des stratégies adéquates concourant au renouvellement de la classe politique congolaise.
- Former les électeurs en matière des votes utiles pour le renouvellement de la classe politique congolaise.
- Mobiliser des acteurs alternatifs pouvant changer les mœurs et pratiques politiques à être candidats aux élections.
- Organiser l'exercice de la pression par les groupes et/ou les masses populaires sur les forces socio-politiques et les gouvernants pour des choix judicieux d'actions favorisant des changements positifs dans la société congolaise.
- Plaidoyer auprès des acteurs de la communauté internationale pour une contribution efficace à la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance au Congo.

Les recherches sur la société

Des recherches qui visent la compréhension des diverses réalités courantes de la société congolaise, ainsi que celles du passé qui impactent la société actuelle. Des recherches prospectives pour un Congo meilleur y sont également d'un grand intérêt.

Les services à la société

Divers services d'expertise à la société congolaise qui puissent contribuer à sa réingénierie institutionnelle, politique, économique et socio-culturelle.